

EXPOSE III

RISQUES MACROECONOMIQUES DES CRYPTOMONNAIES ET DU SYSTEME DE PONZI

Jacques Barnabé NANA,

Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du Secteur Extérieur

DP/MINFI

PLAN DE L'EXPOSE

Introduction

I) Situation des cryptomonnaies en Occident

II) Risques macroéconomiques encourus du fait de l'utilisation des cryptomonnaies et du système de Ponzi , dans le cadre légal actuel au Cameroun

II .1) Risques sur le Secteur Monétaire

II .2) Risques sur la BDP

II .3) Risques sur les Finances Publiques

II .4) Risques sur l'économie réelle

III) Le système de Ponzi et ses risques

Conclusions

INTRIDUCTION

Les crypto monnaies sont des monnaies numériques avec lesquelles l'on peut acheter des biens ou des services. Elles peuvent être échangées ou faire l'objet d'investissements, mais sont extrêmement volatiles, c'est pourquoi il faut faire preuve d'un peu de courage pour les utiliser.

La différence avec les autres monnaies classiques comme l'euro ou le dollar est la confiance. Si l'euro et le dollar se fondent sur l'activité économie, sur l'économie réelle, Les crypto monnaies sont fondées sur la confiance en soi, car assisent sur des technologies qui prétendent remplacer le travail des banques et autres intermédiaires financiers en matière de gestion et régulation des transactions.

Les crypto monnaies ont donc la particularité de n'être liées à aucune banque centrale, **d'échapper au contrôle des États et des banques**, et de n'avoir ni attache, ni référence, ni valeur fondamentale. L'émission de ces monnaies n'est donc fondée sur aucune activé économique.

Ce système réduit certes les coût d'intermédiation, et est plus efficace, équitable et transparent, mais il présente certaines limites, faisant douter les utilisateurs quant à la véracité de sa promesse.

D'après [statista.com](https://www.statista.com), il existe à date plus de 6 000 crypto monnaies différentes en circulation active. Toutefois, seules 20 de ces crypto monnaies sont utilisées par 90 % du marché, avec une capitalisation boursières de près de 1000 milliards de dollars, représentant, à titre de comparaison, plus 22 fois le PIB du Cameroun.

Alors , au regard de l'importance du volume des transactions en cryptomonnaies dans le monde, quels peuvent être les risques macroéconomiques encourus en acceptant, dans le cadre légal actuel, l'utilisation des cryptomonnaies et du système de Ponzi ?

Le principal canal de transmission des risques macroéconomiques des cryptomonnaies et système de Ponzi, sur l'économie camerounaise est l'ancrage de notre monnaie à l'euro à un taux de change fixe, soutenu par une garantie de convertibilité illimitée, par la France, du FCFA en d'autres devises,

Alors , pour mieux capter les risques macroéconomiques des cryptomonnaies et système de Ponzi, sur l'économie camerounaise, il a semblé opportun de passer d'abord en revue la situation qui prévaut dans les pays européens et notamment en France

I) Situation des cryptomonnaies en Occident

Dans le site de grande renommée *Statista.com*, des experts européens critiquent **l'opacité du fonctionnement des crypto** : un fonctionnement sans banque, sans autorité monétaire.

- i) **les cryptomonnaies ne laissent aucune trace et serait donc susceptible d'être utilisées à des fins de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ;**
- ii) **Les porteurs de crypto ne bénéficient d'aucune garantie de remboursement en monnaies ayant cours légal. En cas d'absence ou d'insuffisance d'acquéreurs pour racheter les Crypto contre des devises, le risque de paralysie et d'effondrement du système apparaît.**

i) Selon la Banque de France, le Bitcoin **ne peut être considéré ni comme une monnaie ayant cours légal**, ni comme un moyen de paiement au sens du Code Monétaire et Financier. **Aucune autorité n'a veillé à la sécurisation des coffres forts électroniques et les porteurs de crypto n'ont donc aucun recours en cas de vol par des pirates informatiques ;**

Mais, depuis une dizaine d'années, les choses bougent en occident en matière d'encadrement de crypto.

En 2013, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) , qui assure le contrôle des banques et des assurances en France, a clarifié le cadre dans lequel il est possible de vendre et d'acheter des bitcoins. Exercer cette activité à titre habituel en France implique de disposer d'un agrément de prestataire de services de paiement délivré par l'ACPR . De ce fait la sécurité pour les utilisateurs se trouve renforcée

Les États-Unis ont adopté la même approche et l'une des plateformes de conversion a demandé et obtenu en Août 2013 une licence permettant de fournir aux États Unis une activité de transfert de fonds.

Les crypto-monnaies sont également et largement utilisées par les investisseurs traditionnels dans le cadre des IDE et des investissements de portefeuille. Les crypto-monnaies sont considérées comme une valeur refuge, permettant de se couvrir contre le risque d'inflation et d'effondrement du système financier. D'ailleurs, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les crypto-monnaies ont pu être utilisées en tant qu'instrument de couverture contre l'inflation, de contournement des problèmes d'accès à la liquidité quand les retraits bancaires sont fortement limités, ou encore comme un instrument de facilitation des levées de fonds et de transactions internationales face à la lenteur et aux risques de blocage des paiements transfrontaliers.

II) Risques macroéconomiques encourus du fait de l'utilisation des cryptomonnaies et du système de Ponzi , dans le cadre légal actuel au Cameroun

Permettez moi de rappeler d'abord que l'usage des cryptomonnaies et du système de Ponzi n'est pas encore règlementée au Cameroun.

Les potentiels risques macroéconomiques du fait de l'utilisation des cryptomonnaies et du système de Ponzi au Cameroun peuvent être perceptibles au travers des quatre comptes macroéconomiques que sont : les comptes monétaires, La BDP, Le compte des Finances Publiques, et le secteur réel . Les interrelations qui lient les quatre comptes sont les canaux de transmissions des risques d'un secteur de l'économie à un autre.

II.1 Risques sur le Secteur Monétaire

Les opérations de crédit en danger ? Risque de désintermédiation ?

Les dépôts bancaires au Cameroun (7244 milliards à fin 2022). La répartition par type de clients révèle une prédominance des dépôts de ménages (40%), suivi par ceux des entreprises privées (30%), l'administration centrale (8%), les entreprises publiques (8%)

Nous savons que les avoirs en banque des ménages camerounais, estimés à 3000 milliards de FCFA, permettent aux banques d'octroyer des crédits d'investissement aux entreprises. Dès lors que les ménages décideront d'acheter des cryptomonnaies au lieu de déposer leur argent sur un compte bancaire, la capacité des banques à octroyer des crédits pour des investissements diminuera et cette situation pourrait créer l'effet d'éviction du secteur privé. Avec pour conséquence, le renchérissement du coût de crédit, dans un contexte de demande supérieur à l'offre de crédit.

Par ailleurs, il est à souligner que les cryptomonnaies sont des instruments de contournement de la réglementation des changes en vigueur dans la zone CEMAC,

. Ne perdons pas de vue l'importance de l'application de la réglementation des changes pour assurer la stabilité monétaire en zone CEMAC.

La réglementation des changes n'autorise pas aux résidents (personnes physiques) d'ouvrir les comptes en devises (Art.24.) Or, la détention des crypto est une forme d'ouverture de compte en devises. En outre, les articles 38 et 41 ci-dessous, dénotent les difficultés de paiements en crypto des transactions avec le reste du monde, et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

Selon Art.38 de la réglementation des changes, - Toutes les importations doivent être déclarées à des fins statistiques et celles portant sur un montant supérieur à 5 millions de FCFA doivent en outre être domiciliées auprès d'un intermédiaire agréé résident.

Art.41.- Les règlements des importations supérieurs à 100 millions de FCFA doivent faire l'objet d'une vérification renforcée en plus du contrôle de documents justificatifs. Il s'agit pour les intermédiaires agréés de s'assurer du bon dénouement de l'opération.

Les caractéristiques et le fonctionnement de la cryptomonnaie ne sont pas en conformité avec la réglementation des changes actuelle.

L'usage des crypto pourrait-il menacer la stabilité de la monnaie et des prix

L'objectif de maintien de la stabilité des prix pourrait être menacé par une éventuelle fuite vers les monnaies virtuelles, avec pour conséquence le renchérissement du coût de crédit et par ricochet des prix. La garantie de la stabilité monétaire constitue également un enjeu, car les monnaies numériques pourraient mettre la BEAC sous pression dans son rôle de prêteur en dernier ressort.

Par ailleurs, l'achat des crypto ou l'utilisation des crypto pour les paiements des biens locaux seraient considérée comme une sortie de devises sans contrepartie de biens et services, toute chose qui a des conséquences négatives sur le taux de couverture de la monnaie.

II.2 Risques sur la BDP

La BDP retrace l'ensemble des transactions entre les résidents du Cameroun et les non résidents.

Dans ce secteur, l'on peut relever le risque d'un financement plus accru du déficit global de la BDP par les AEN, du fait des risques de creusement du déficit courant et de la baisse de la composante (financements extérieurs) de la BDP.

En effet, au Cameroun, les personnes intéressées par l'usage des Crypto sont généralement les ménages, qui affectent une partie de leur épargne pour l'achat des crypto à des fins spéculatifs, sous forme d'investissement de portefeuille et produits financiers dérivés. Ces opérations ont pour conséquence, la baisse du solde du compte des opérations financières de la BDP, et par ricochet, la baisse du solde global. Cette hypothèse conduirait à un creusement du déficit global de la BDP qui sera financé par une ponction

II.3 Risques sur les Finances Publiques

En Europe et aux USA , les agents économiques qui ouvrent un compte d'épargne en crypto, et réalisent quelques cessions, sont assujettis à l'imposition. l'imposition est due lorsque l'on cède une cryptomonnaie pour recevoir de l'argent ou pour acheter un bien ou service: La **déclaration des plus-values** réalisées en euros sur le commerce d'actifs numériques est **obligatoire** (Article 150 VH bis du Code Général des Impôts de la France).

Par contre, Un échange d'une crypto à une autre crypto n'est pas imposable, et ne doit pas être déclaré.

Au Cameroun, ses crypto monnaies sont considérées comme une monnaie qui n'a pas cours légal, d'où les menaces sur les prélèvements obligatoires de l'Etat, en terme de TVA, l'IRPP, pour ne citer que ceux là.

II.4 Risques sur le secteur réel

Le risque majeur des cryptomonnaies dans l'économie réelle est l'amplification de l'inflation, au regard du caractère volatiles des cryptomonnaies.

III) La Pyramide de Ponzi

Le système de Ponzi est une arnaque. C'est une escroquerie dans laquelle les investisseurs sont incités à investir de l'argent dans l'espoir à CT de recevoir des rendements élevés . Mais dans les faits, les rendements sont financés par les fonds apportés par les nouveaux investisseurs, et non par les bénéfices réels de l'entreprise.

C'est donc un système d'arbre de partie , qui finit par exploser lorsque le recrutement des nouveaux investisseurs n'est pas assez suffisant pour financer le rendement attendu par ceux qui sont déjà enrôlés.

Pyramide de Ponzi ! C'est comme le poker, un jeu à somme nul, ce que gagne l'un des joueurs est perdu par les autres. Les effets sociaux peuvent être catastrophiques, **mais les effets macroéconomiques sont négligeables.** Tout ceci conduit selon moi, à ranger les crypto-monnaies dans le même sac que les jetons de casino ou les tickets du PMC.

Conclusion

En plus des risques relevés sur les quatre comptes macroéconomiques, la Banque centrale américaine, et la BEC indiquent que l'utilisation généralisée des crypto-monnaies rendrait les statistiques économiques moins fiables et la gouvernance économique publique plus tâtonnante.

Mais , les cryptomonnaies pourraient , dans l'avenir, révolutionner le système financier international et laisser à la traîne les pays qui ne se sont pas très vite accommodés à cet environnement. Cela étant dit,

La monnaie reste un instrument de politique économique , et une marque de souveraineté de chaque pays. Cette souveraineté est perdue lorsque l'émission de la gestion de la monnaie échappe au contrôle des autorités monétaire. Au regard de ce qui précède, nous proposons au MINFI que l'encadrement de la cryptomonnaie soit un préalable à son utilisation. Cette démarche est d'ore et déjà adoptée par les pays de l'UE et les USA.

Par contre, le système de Ponzi doit être proscrite au Cameroun.